

Libre Pensée – Fédération Unie de l’Hérault Groupe de Montpellier

Adresse : Espace Martin Luther King, 27 Boulevard Louis Blanc, 34000 Montpellier

Mél : groupeunivlp34@yahoo.com

Facebook : [Fédération de la libre pensée 34](#) ; Twitter : Libre Pensée 34

Site national FNLP : www.fnlp.fr ; Tel : 06 74 63 52 15

Texte de la conférence du 11 mars 2023

Par Eugénie Loison

Membre de la CAD de la fédération de l’Hérault et du groupe de
Montpellier de la Libre Pensée

**SNU en France, refus du Sénat de réhabiliter les fusillés pour l’exemple, hausse
des budgets des armées en Europe, guerre en Ukraine : où va-t-on ?**

Pacifisme contre marche à la guerre



Préface de Pierre Roy

libre penseur, vice-président de la Fédération Nationale Laïque des
Associations des Amis des Monuments Pacifistes, Républicains et
Anticléricaux



Préface

Le contenu de ce travail présenté lors d'une conférence sur les problèmes de la paix et de la guerre est d'une grande pertinence, comme les lecteurs en jugeront.

Ce travail se confronte à une des actualités les plus lourdes que l'Humanité ait eu à affronter, à l'image des périodes les plus chargées de notre Histoire, porteuses qu'elles furent trop souvent de terribles catastrophes mondiales. Il est bon, il est juste, il est salutaire, que l'action contre la guerre et pour la paix soit engagée avant que le terrible conflit qui se déroule à l'Est de l'Europe ne prenne une dimension mondiale, avec toutes les conséquences meurtrières incalculables ultra-massives qu'il impliquerait.

Dire que ce conflit doit s'arrêter, que des négociations sans préalables doivent s'engager, ou plutôt se réengager, puisqu'elles avaient commencé en avril 2022 en Turquie et qu'elles ont été subitement interrompues dans le même temps où Boris Johnson, alors encore premier ministre de la Grande Bretagne, opérait un voyage-éclair à Kiev (curieuse coïncidence !), c'est énoncer une évidence.

Mais cette évidence pour les partisans de la paix résonne comme une insulte aux oreilles des va-t-en-guerre patentés. Pourquoi ? Pourquoi, pour certains, travailler pour la paix reviendrait-il à cautionner Poutine et ses délires grand-russes dignes de Staline ? Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. En quoi être pour la paix immédiate, sans préalable, serait-il être pro-Poutine, bourreau de son propre peuple et de sa jeunesse ? En quoi Biden et l'OTAN, avec Zelensky qu'ils instrumentalisent et approvisionnent en armes à qui mieux mieux, seraient-ils plus

« fréquentables » que Poutine : oligarques ukrainiens contre oligarques russes ? Quel « juste » choix opérer ?

Ce refus d'écouter les arguments de bon sens des pacifistes situe l'importance du sujet traité dans cette conférence.

Et, bien évidemment, la conférence qui suit, à juste titre, traite du rôle que la France joue dans cette conjoncture angoissante sous la présidence d'Emmanuel Macron, présidence renouvelée de façon singulièrement étroite, grâce aux institutions de la V^e République, si problématiques pour la démocratie dans la plupart de ses principes.

Parmi les dispositions adoptées, le travail qui fait l'objet de la présente publication aborde en particulier le **Service National Universel**. Ce sujet est emblématique de la volonté de formater la jeunesse de ce pays qui est le nôtre, jeunesse disponible, ô combien, pour une juste dissidence contre la barbarie d'un conflit qui est déjà, en l'état, profondément meurtrier, et qui, c'est une certitude, le deviendrait plus encore, à une échelle terrifiante, s'il se prolongeait.

Dès lors, quel est l'objectif poursuivi par ceux qui craignent la liberté de l'opinion pacifiste, sinon celui de museler cette jeunesse, de la décourager de s'opposer au pouvoir, de la modeler à leur guise ?

Le lecteur pourra réfléchir aux arguments et aux preuves - que convoque si pertinemment l'auteur de ce travail - d'une volonté du pouvoir de bâillonner les jeunes générations, dont la flamme - dès lors qu'elle est libre de jaillir - fait trembler les puissants de ce monde.

Bonne lecture.

Maudite soit la guerre !
Maudits soient ses auteurs !
L'Humanité n'a qu'un chemin : la Paix.

Pierre Roy, libre penseur, vice-président de la *Fédération Nationale Laïque des Associations des Amis des Monuments Pacifistes, Républicains et Anticléricaux*

CONFÉRENCE DU 11 MARS 2023

Bonsoir à toutes, bonsoir à tous,

Merci pour votre présence, merci à la libre pensée de me permettre de m'exprimer sur un sujet dense, parfois difficile à traiter tant il renvoie à la terreur de la guerre, et aux dérives que cela engendre.

Dans la continuité des actions de la libre pensée, l'organisation du rassemblement pour la paix du 11 Novembre, l'appel aux sénateurs pour le vote de la réhabilitation des fusillés pour l'exemple, la participation aux rassemblements de Béziers et Sète, nous voilà dans un agenda qui s'accélère.

Le Service National Universel deviendrait obligatoire, la création de camps de redressements militaires pour jeunes délinquants se profile, les budgets de l'armée explosent, l'escalade de la violence par une course à l'armement dans le conflit Ukrainien atteint son paroxysme.

Le constat est affligeant, nul aujourd'hui ne parle paix.

Ces différents points pris en compte, dans le paysage politique actuel, sont des éléments séparés qu'il est important de mettre en corrélation.

Lors du premier quinquennat du président, tous ces sujets étaient sur la table, en réflexion.

Sa réélection, lui permet de les mettre en œuvre dans un agenda qui nous interpelle.

Le premier, et non des moindres, est arrivé sans trop de bruit, lors du remaniement ministériel, c'est le rattachement du secrétariat d'état à la jeunesse au ministère des armées.

Voilà le point d'appui à la mise en place du SNU.

I- Le SNU

Un budget faramineux estimé à 2 Milliards par an soit 40 Milliards sur 20 ans.

On nous dit aujourd'hui, qu'il n'y a pas d'argent pour les services publics, pour financer nos retraites, augmenter les salaires des enseignants, des personnels hospitaliers et tant d'autres postes, et voilà que comme par enchantement "abracadabra" argent magique, un budget apparaît pour financer la création de centres pour accueillir nos jeunes, déscolarisés pendant douze jours.

Mais que vont-ils faire pendant tout ce temps ?

Le programme est flou, basé sur une rhétorique militaire.

Je vous invite à consulter le site officiel du gouvernement SNU.

Développer l'esprit d'engagement, l'esprit de défense, contre qui ? Contre quoi ?

Développer les valeurs républicaines et la cohésion nationale, un drôle de mélange.

Pourtant ces valeurs sont inscrites sur le fronton de toutes les écoles : Liberté, Égalité, Fraternité. L'armée n'a pas sa place dans ces valeurs.

Accompagner à l'insertion sociale et professionnelle, en les sortant de la société civile pendant douze jours.

Dans un souci de mixité sociale, la bonne affaire. Rappelons les subventions faites aux établissements privés au dépend des établissements publics par la Loi Debré.

Le SNU qui pourrait être obligatoire ou incitatif en finançant intégralement le permis de conduire et le BAFA s'il est fait dans son entièreté.

En effet, les 12 jours ne sont que la première partie, le reste se ferait dans des missions d'intérêt général, bénévolat, travail normalement fait par des salariés. Vous m'en direz tant !

Cela rejoint la devise de ce cher président "1 jeune, 1 solution."

Mais une solution à quel problème ?

Celui créé par la mise en place de « parcours sup », par la réforme des lycées professionnels, qui accroît les inégalités des chances, qui entrave le libre choix de son orientation socio-professionnelle, qui en plus d'appauvrir les étudiants, appauvrit les parents qui doivent parfois payer des loyers importants quand leur enfant est envoyé à l'autre bout de la France et les repas, puisque rappelons le, les repas à un euro pour tous les étudiants n'ont pas été votés.

La voie militaire serait-elle la solution pour pallier à la non-entrée dans une université, à cacher un taux de chômage qui explose chez les jeunes surtout pour les plus fragiles et démunis d'entre eux ?

Nous sommes face à une précarisation de la jeunesse, à qui la seule proposition faite est de rentrer dans les rangs.

II- Les camps de redressement militaires/ Des parcours d'inspiration militaire.

En parlant de rentrer dans les rangs voici la deuxième idée lumineuse, la création de camps de redressement militaire, pour les jeunes délinquants dans l'objectif d'éviter les récidives. Évoqués par le ministre de l'intérieur en 2021.

C'est une idée à laquelle la droite est très attachée, notamment en 2005, en proposant la réinsertion par des militaires.

En 2011, un texte d'un député aujourd'hui président des «LR» allant dans ce sens a été rejeté par le sénat.

Surtout ne remémorons pas ces faits, ne faisons pas de l'ombre au ministère de l'intérieur et de la justice pour leur permettre la primauté de cette idée révolutionnaire et avant-gardiste.

Notons maintenant que ces mêmes ministères travailleraient en collaboration avec celui des armées pour des parcours d'inspiration militaire, avec une phrase sublime du ministre de la justice :

"les valeurs de l'armée peuvent sauver des jeunes".

Le but serait de généraliser ce dispositif à l'ensemble des centres d'éducation renforcée.

Pour « faciliter l'accès de jeunes délinquants au service militaire. »

Peut-être même qu'ils pourraient à des fins économiques, dans un souci de mixité sociale intégrer les jeunes du SNU.

Il y a évidemment de la provocation dans ces propos mais je les énonce car les principes de ces camps tiennent sur les mêmes piliers que le SNU, engagement, défense, cohésion nationale et insertion socio-professionnelle.

Nous pouvons observer une involution de pensée.

A l'heure où en matière d'éducation on nous parle d'éducation positive, du droit de l'enfant, de l'adolescent, de la communication non violente, l'état, lui, estime que la jeunesse se dompte à coup de Marseillaise, de marche au pas, de parcours du combattant, met sur le même plan des élèves de seconde, première, avec des jeunes en grande difficulté sociale.

Ce sont des modèles d'éducation d'un autre temps.

Mais avant de réfléchir à comment éviter la récurrence, il serait peut-être nécessaire de penser les moyens pour qu'ils ne recommencent pas.

Un budget pour les politiques territoriales d'insertion, former plus de travailleurs sociaux, d'éducateurs spécialisés, agir pour l'égalité des chances, l'égalité sociale.

Des dispositifs pour ouvrir au beau, au sensible, à l'ouverture d'esprit, au savoir.

Remettre plus de lien entre le ministère de la culture et celui de la jeunesse et des sports serait beaucoup plus porteur de cohésion, qu'un flash mob en uniforme en criant SNU.

III- Les intervenants

Une autre question se pose, qui intervient que ce soit pour les parcours ou le SNU ?

Des enseignants de l'éducation nationale pour le SNU, cela semble à peu près normal, bien que nous pouvons nous demander, qui les remplacera puisqu'ils seront absents de leur temps de travail en classe habituel ?

Des militaires retraités ou inactif dans les deux cas ?

Ont-ils les compétences nécessaires pour être en contact avec des adolescents, encore plus avec des jeunes mineurs "délinquants".

Quel sera le contenu de leur discours et leur rôle ?

Seront-ils là pour tenir un discours d'enrôlement, par l'apologie de la mère patrie et l'appartenance à la grande famille de l'armée française ?

Des personnes issues de l'Éducation populaire.

Alors dans le sens positif du terme, cela ne serait pas mal en soi, apprendre avec une approche différente, en partant de soi, où celui qui « enseigne » devient un accompagnant sur le chemin du savoir.

D'un autre côté, plus pernicieux cette fois, sans faire un cours sur l'histoire de l'éducation populaire, c'est un concept que l'église et la bourgeoisie utilisaient, où l'éducateur tentait, sous prétexte d'apporter un savoir, par une position dominante de sachant, de faire épouser les valeurs de sa classe sociale dite « supérieure ».

Si tel était le cas, cela serait délétère de mettre des adolescents encore en construction et influençables dans ce genre de contexte.

C'est dans toute cette rhétorique confuse que réside une inversion des valeurs d'émancipation.

Il n'y a pas d'émancipation dans un cadre rigide de hiérarchie pyramidale, par l'obéissance, dans un rang en train de suivre le troupeau. Cela se fait dans l'expression de son individualité, au contact de l'autre avec l'autre, dans un esprit de coopération, de fraternité, par sa créativité, et ce dans tous les domaines.

Nous aurons donc, un fossé entre des élèves de classe sociale favorisée, qui auront accès à une éducation au sensible, à l'art, la science, les savoirs et de l'autre, des élèves adolescents poussés dans la précarité à qui on apprendra hiérarchie et obéissance.

On ne sait jamais, ils pourraient se rebeller.

IV- ORION

Un autre projet lourd de sens, dont la préparation date de 2019, qui en ce début de deuxième quinquennat se voit mis en pratique, c' est l'exercice militaire Orion.

En partenariat avec l'Allemagne, le Royaume Uni, la Belgique, l'Espagne, l'Italie et les États-Unis, le voici à nos portes jusqu'au 11 Mars.

Des moyens logistiques et humains colossaux, 7000 soldats.

Puis, dans le Nord-Est du pays en mai, avec 12000 militaires pour une simulation d'affrontements aéroterrestres.

Le scénario est inspiré par L'OTAN, le territoire attaqué par des milices séparatistes de force égale.

Là encore le ministère des armées travaille en collaboration interministérielle, avec toujours la même rengaine, "la cohésion nationale".

Le but est affiché clairement, se préparer à un conflit de grande envergure.

Pourquoi préparer la guerre si l'on veut la paix ?

Un autre but aussi ...

Celui de marquer les esprits.

La population est plongée dans une ambiance de guerre, on leur expose l'armement lourd depuis des jours, les avions de chasse se font entendre jusqu'à 21h, les militaires sont déployés dans les rues de Sète, les badauds impressionnés par ce balai incessant s'agglutinent en bord de quai, impressionnés par ce spectacle qu'ils n'ont pas l'habitude de voir et pourtant ... qu'il est aisé et rapide ... de prendre une habitude.

Pour finir, le bouquet final, un reality-show du débarquement.

Quelle bande annonce !

Ils en ont pour leur argent, car c'est bien l'argent public qui finance cette mascarade.

On leur vend la guerre, comme on vend les films.

Nous sommes connectés, encore une fois au sensationnel, à la société du spectacle, la sidération par le choc, la guerre dans tout ce qu'elle montre l'abject de l'être humain devient l'attraction du jour, le film documentaire grandeur nature, dont ils oublient avoir payé la place, ils n'y voient que feu.

Quand ils verront le feu, ils verront un spectacle.

Suite du film au mois de mai, sa fin, on n'en sait rien.

La guerre en Ukraine, leur a permis de légitimer cet exercice, par le fameux "on ne sait jamais".

V- Guerre en Ukraine/position de la France.

Parlons maintenant de la position de la France dans ce conflit.

Dès son début une armée de « va-t-en guerre » débarque sur les plateaux télé, très vite remis en place par les russes.

Dans des tentatives guignolesques de chef diplomatique, le président tente de négocier avec l'agresseur, dans une incapacité totale de se montrer à la hauteur d'une véritable position de neutralité qui permet d'affirmer la volonté de stopper net le conflit.

La suite nous la connaissons, nous y sommes encore, les milliards coulent à flot en aide à l'Ukraine, la course à l'armement est lancée, les armes données sont de plus en plus lourdes, l'escalade de la violence s'accélère. Le budget des armées explose avec la loi de programmation.

La libre pensée condamne fermement l'invasion Russe, qui piétine le droit international, le droit à la paix, le droit à la vie.

Nous condamnons tout autant l'envoi d'armes de plus en plus lourdes ainsi que les milliards et le soutien logistique engagé par l'exécutif, pour la simple et bonne raison, que, si le président russe bafoue le droit international, rien ne l'empêche de considérer, par ce soutien logistique et financier, l'occident comme partie prenante au conflit, même si la cobelligérance n'existe pas.

Cela se confirme par ses déclarations :

"Ils envoient des dizaines de milliards de dollars d'armes à l'Ukraine. Ceci est vraiment une participation."

L'occident ne pourra pas se cacher ad-vitam æternam derrière ce vide juridique.

Le président russe, monte une marche de plus vers l'escalade de la violence par sa sortie du plan de désarmement nucléaire New-start.

De l'autre côté, L'OTAN met quotidiennement de l'huile sur le feu, déclarations provocatrices, venue du président Américain à Kiev, plus on titille la Chine en lui prétendant des intentions pour l'instant non fondées.

La France, elle, voudrait des négociations sous conditions du retrait des troupes Russes, ce n'est pas un cessez-le-feu en bon et due forme.

La libre pensée est pacifiste et internationaliste, elle exige la Paix immédiate en Ukraine.

Il semble, toutefois nécessaire de redéfinir ce qu'est un véritable cessez-le-feu, c'est un arrêt des combats immédiats, amenant enfin un répit à la population, à la table des négociations.

Pour appuyer nos arguments, éviter le piège de la propagande des médias principaux, il nous faut sortir du scénario éculé depuis la guerre froide, des méchants Russes contre les gentils occidentaux, sortir du story-telling de l'Ukraine qui défend sa souveraineté.

Rappelons l'engagement du respect de la zone tampon démilitarisée des pays de l'Est entre la Russie et l'Europe garante de la paix.

Rappelons les exactions du commando Azov dans le Donbass.

Rappelons tous les conflits engendrés par les USA en Irak, au Yémen, en Afghanistan entre autres.

Rappelons qu'un Homme en la personne de Julian Assange est emprisonné dans des conditions et un état de santé déplorable, pour avoir révélé la vérité sur les agissements du gouvernement américain.

C' est pour tout cela que la libre pensée demande fermement la sortie de l'Otan, de la tutelle des États-Unis.

C'est cette appartenance qui nous empêche d' adopter une position de sagesse.

Celle qui nous permet de prendre la hauteur suffisante par une neutralité absolue, diplomatique, d'amorcer le processus de paix.

Car pour éviter la guerre, il nous faut parler de paix.

Cette position, nous permet par extension de garantir une sécurité au peuple français.

Le territoire français, ne l'oublions pas n'est pas et n'a jamais été menacé.

Aujourd'hui les décisions prises, dans cette aide inconditionnelle à l'Ukraine par l'exécutif met le

peuple en danger.

Le rôle de l'état, il semble devoir le redire, est d'assurer la sécurité du peuple, en étant à son service et non l'inverse.

Le manque de protestation dans les rangs de l'opposition est ahurissant.

Cela pose tout de même une problématique démocratique.

A quel moment les français sont-ils consultés pour décider si oui ou non le pays doit prendre par d'une quelconque façon à ce conflit ?

Aujourd'hui les français se débattent pour un pouvoir de vivre, pour sauver nos services publics en état d'urgence absolue, des millions dans la rue contre la réforme des retraites.

Par les décisions prises par l'état ainsi que l'union Européenne cela a eu pour conséquence de faire grimper l'inflation, sans compter les profiteurs de guerre et de crise.

Ce même état qui nous donne quelques miettes avec le chèque énergie, le chèque carburant, au moment où les prix de l'alimentaire augmentent, nous aurons droit au chèque alimentaire, et la prochaine étape c'est quoi ? Le ticket de rationnement ?

N'oublions pas que les sanctions économiques contre la Russie n'ont fait qu'affaiblir l'Europe, arrangeant pour l'avenir les marchés américains.

A aucun moment les Russes n'ont été déstabilisés par ces sanctions qui, dans un faire autrement ont trouver des solutions auprès de leurs partenaires, se rapprochent de plus en plus de la Chine, seul pays qui tente la position de sagesse en vue de "pour parler" à travers son texte en douze points.

C'est à se demander s'ils veulent vraiment que cette guerre se termine.

Dans leur logique de marché, dans leur pensée néo-libérale, il me semble que l'argument de la défense de la souveraineté de l'Ukraine est un leurre.

L'élection du président ukrainien, a permis de préparer un terrain propice à la libéralisation du pays. L'occident s'en frotte les mains.

En 2021, il fera une loi anti-oligarchie, qui pourrait être d'ailleurs très inspirante pour la France, tous majoritairement pro-Russes, sa demande à rentrer dans l'Union Européenne, ce qui présuppose une potentielle entrée dans l'Otan, résultant sur un éloignement de la Russie.

La loi martiale lui a permis de détruire les droits des travailleurs, préparation de l'exploitation des ouvriers ukrainiens.

Le président Russe, voyant ces événements s'additionner et ce depuis plusieurs années avec l'entrée des pays de l'Est dans l'alliance, dans une nostalgie de l'URSS ne supportera pas que l'Ukraine lui file entre les doigts.

Cette guerre ne tient pas que du seul fait du non-respect des accords de Minsk, de l'encerclement de la Russie par l'OTAN, qui continue dangereusement sur sa lancée avec le vote de l'entrée de la Finlande, argument sur-utilisé pour justifier de son interventionnisme, mais aussi de la politique intérieure menée par le président ukrainien.

Comment pourrions-nous penser que L'OTAN, si l'Ukraine gagne cette guerre ne demanderait pas un retour sur investissement pour implanter des entreprises, pour reconstruire le pays par exemple.

Ce serait donc une captation d'argent public par les pays de l'alliance pour des intérêts privés.

C'est un conflit slave, dans lequel le peuple français n'a aucun intérêt.

VI- Une autre solution

Dans tous ces éléments, il y avait une question éthique, morale et humaine :

Comment aider l'Ukraine envahie ?

Tout simplement par la protection de toutes les populations, par l'aide humanitaire.

Se soucier autant des victimes ukrainiennes, que des opposants russes.

Appeler à une présence plus importante de l'ONU, pas seulement pour enquêter, mais pour apporter l'aide logistique qu'on a pu lui connaître.

Quitte à parler de la défense de la souveraineté de l'Ukraine, allons jusqu'au bout, envisageons l'idée que, les combats stoppés, les seuls légitimes à choisir du devenir de leur pays, de leur place dans le monde, par une voie référendaire sont les ukrainiennes et les ukrainiens.

VII- Bilan

Le ministère des armées s'imisce partout, la jeunesse, l'éducation, l'intérieur, la justice.

Tous ces éléments mis bout à bout démontrent une volonté politique de remilitarisation du pays, au départ progressive, qui s'accélère.

Les vecteurs de paix sont réduits au silence, petit à petit détruits.

Peu à peu la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » est remplacée par « engagement, défense et cohésion ».

En ce sens, c'est une modification de l'architecture de pensée, qui commence à travers la jeunesse jouant sur le sentiment d'appartenance, élément primordial pendant l'adolescence.

Par l'esprit de défense, on entend un rapport de méfiance à l'altérité, quid de celui qui n'appartient pas au groupe, à la nation ?

L'invisibilisation des opposants, des artistes, sportifs russes, mènent vers la création d'un ennemi extérieur, par l'idée d'un peuple au mieux soumis, au pire complice du pouvoir.

Les exercices militaires qui, par leur présence finissent par ancrer l'ambiance de guerre dans l'esprit des citoyens.

C'est une préparation des esprits à un conflit susceptible de se généraliser.

Il n'est donc pas étonnant que l'exécutif ait fait pression pour le rejet du texte pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple.

Le message était pourtant clair et hautement symbolique.

C'était affirmer haut et fort, un droit qui devrait être inaliénable, celui du droit au pacifisme, à la sérénité, à la paix entre les peuples. Celui d'une fraternité universelle.

Conclusion

Il est primordial, plutôt que de développer l'esprit patriotique, source même de l'acceptation de la guerre, de développer l'esprit universaliste.

Nourrir la confiance entre les peuples, pousser au désarmement nucléaire.

Par la multiplication d'actions unitaires, par une présence accrue auprès de la population, par des campagnes d'information, nous devons nous créer en force morale, objectrice de conscience avec le devoir d'incarner Paix.

Loi anti-oligarques ukrainiens



Orange F 11:11 • 🔔 🔊 🔌 1% 🔋

☰ **Le Monde** 🗑️ **S'abonner**

et la loi. Pour l'heure, l'enquête est au point mort.

Lire aussi | 📄 **En Ukraine, trente ans d'indépendance fêtés sous pression**

Controversé, le texte adopté vise à établir un registre de treize oligarques, dont les noms seront ultérieurement dévoilés par le Conseil national de sécurité et de défense d'Ukraine. Les individus listés seront astreints à déclarer publiquement tous leurs biens et auront l'interdiction de financer des partis politiques, de rencontrer en privé des hauts fonctionnaires et de participer à des privatisations. Le texte définit le statut d'oligarque sur la base de quatre critères : l'influence sur les médias de masse ; la possession d'au moins une entreprise en situation de monopole ; la participation à la vie politique ; et une fortune dépassant les 89 millions de dollars (77 millions d'euros).

Crédibilité du président

🏠 🏠 🏠